

Jour 9
vendredi, 17 janvier 2020 - Ouagadougou

Institut Français, Lucie, Kalifa, Françoise

Pour toutes nos étudiantes, le français est une seconde langue. Or, pour entrer dans la vie professionnelle au Burkina Faso, elles doivent pouvoir s'exprimer en bon français. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité rencontrer l'Ambassadeur de France pour lui demander de nous accorder des tarifs de faveur pour les cours de français dispensés par l'Institut Français. Nous avons été reçus le matin très aimablement par la Directrice du Centre de Langue de l'Institut, Chiara Sponga, une italienne dont le français est aussi la seconde langue.



Chiara nous a dit que les cours sont organisés selon les cas, par petits groupes ou par groupes plus importants, sur des périodes plus ou moins longues, à des niveaux différents pour débutants et plus avancés. Elle a confirmé que l'Ambassadeur lui avait demandé de nous faire un rabais. Parfait.



Elle nous a ensuite invités à faire un tour de l'Institut -- il se trouve en plein centre-ville – un lieu calme et serein qui tranche avec le brouhaha à l'extérieur.



A la bibliothèque, l'air est conditionné ! Et l'accès à internet est libre. Un vrai refuge.



De l'Institut, nous sommes allés visiter l'école de Lucie, en dernière année de collège et bénéficiaire de notre association sœur *Solidarité*.





Le Directeur des Etudes nous a dit qu'elle avait une moyenne de seulement 8,7/20 au premier trimestre, ajoutant que cela correspondait à un 12/20 dans un autre établissement. Il s'est dit convaincu de ses chances de réussite et qu'elle serait une étudiante sérieuse à l'université.



Je suppose que cette école est difficile. Je suis prêt à le croire sur parole.



Dans l'après-midi, nous sommes allés chez mon ami Kalifa pour acheter des statues. Une visite que nous lui rendons depuis dix ans. J'en ai acquis dix.



De retour à l'hôtel, Françoise nous attendait. Elle a obtenu en 2018, avec notre aide, un diplôme en agriculture après deux années d'études. Elle avait été immédiatement engagée par une ONG dans le Nord-Ouest du pays, près de la frontière avec le Mali. En février dernier, elle a dû quitter son emploi en raison de l'insécurité.



Son expérience personnelle illustre parfaitement la dureté du marché du travail au Burkina. De février à juin, elle a travaillé pour une société agricole sous contrat à court terme, puis

comme secrétaire dans un atelier de confection. Pendant l'été, elle a suivi des cours pour se préparer au test d'intégration en vue d'un emploi du Ministère de l'agriculture. En août, elle a aussi suivi une formation complémentaire en informatique. En ce moment, elle prépare son dossier pour présenter sa candidature au prochain concours d'intégration le 20 novembre : 10 postes ouverts pour 150 candidats. Si elle ne réussit pas, elle recommencera à nouveau.



En fin d'après-midi, Christine nous a rejoint pour une séance de travail de deux heures. (Christine est la consultante en management qui gère nos opérations ici). Nous avons résolu nombre de questions importantes et avons décidé de déjeuner ensemble avant mon départ.



* * *